

# **Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime**

## **Conseil d'administration**

**Séance du 12 novembre 2024**

### **Extrait du Procès-verbal**

#### **Délibération n°96-2024 MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION SOCIALE COMPLEMENTAIRE – VOLET PREVOYANCE**

Le 12 novembre 2024, le Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président Monsieur Stéphane VILLAIN.

**Date de la convocation** : le 17 octobre 2024

#### **Etaient présents :**

##### **Membres ayant voix délibérative :**

Mesdames et Messieurs : VILLAIN, ALOE, BARRAUD, BAUDON, BESSON, BLANC, BOTTON, CABRI, CAMPODARVE, DE ROFFIGNAC, DUGUE, GRENON, LABARRIERE, MARCHAIS, PONS, SOULISSE.

Nombre de conseillers en exercice : 22  
quorum : 12  
présents : 16

##### **Membres de droit :**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, Mme le payeur départemental

##### **Membres ayant voix consultative :**

Madame et Messieurs : le contrôleur général MARCAILLOU, le capitaine DUMILLARD, PINAUD.

##### **Assistaient également :**

Madame et Messieurs : CHEDOUTEAUD, le colonel LEPAGE, la secrétaire générale du Conseil départemental, les chefs de pôle et leurs adjoints, les chefs de groupement.

##### **Etaient excusés :**

Monsieur le Préfet

Mesdames et Messieurs : DESPREZ, GUILLEN, GRAU, LIGONNIERE, MARCILLY, NASSIVET, PAPINEAU, PROU, PROTEAU, RAFFARIN, SUEUR, VILLAUTREIX, le médecin-colonel AUDFRAY, le sergent-chef PRIOUR, le sergent-chef FERRY, le lieutenant LARGE, le capitaine FAIVRE, l'adjudant-chef RUCHAUD, le sergent-chef BENOIST

**MISE EN ŒUVRE DE LA PRESTATION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE – VOLET PREVOYANCE**

**Le Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code général de la fonction publique, et notamment ses articles L 827-1 et suivants,

**Vu** le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

**Vu** le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

**Vu** le tableau présentant les solutions de base et alternatives auxquelles les opérateurs économiques devront répondre dans le cadre de la consultation pour la mise en place de la garantie de maintien de salaire,

**Vu** le rapport du président du Conseil d'administration,

En application des articles L. 827-1 et suivants du Code général de la fonction publique, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent. La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités. Ainsi, les collectivités territoriales et les établissements publics peuvent participer au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents dans les domaines de la santé et de la prévoyance.

Conformément aux dispositions des décrets n° 2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents et n° 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement, le SDIS souhaite mettre en place une protection sociale axée sur la prévoyance, plus communément appelée « garantie de maintien de salaire ».

Ce qu'il faut retenir de ce dispositif :

- il s'agit d'une convention de participation mise en œuvre par l'employeur, dans le cadre d'une mise en concurrence des compagnies d'assurance ;
- il peut concerner l'ensemble des agents de la structure, à l'exclusion des SPV, des agents de droit privé (apprentis) ou des agents non titulaires de moins de 6 mois d'ancienneté ;
- il est à adhésion facultative, l'agent est libre d'y souscrire ou pas, à sa convenance ;
- une participation financière d'un montant minimum de 7 € est versée aux agents qui adhéreront au contrat proposé dans le cadre de la convention de participation ;
- un précompte de la cotisation de l'agent sera mis en place sur le bulletin de paie.

Au vu de ces éléments, il est proposé, suivant l'avis favorable du comité social territorial du 3 octobre dernier :

- la mise en place d'une protection sociale complémentaire « prévoyance » à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, par une convention de participation à hauteur de 7 (sept) euros mensuels par agent adhérent au contrat proposé dans le cadre de ladite convention ;
- les agents bénéficiaires sont :
  - agents stagiaires et titulaires affiliés à la CNRACL ou assimilés (agents détachés au sein de la collectivité pouvant cotiser à la CNRACL ou au régime des Pensions Civiles et Militaires), ou non titulaires de droit public recrutés au titre des articles L.332-8-1°, L.332-8-2° du Code général de la fonction publique ;
  - agents en contrat de droit public à durée indéterminée ;
  - agents en contrat de droit public à durée déterminée, à compter de 6 mois d'ancienneté.



- les garanties proposées sont :

- l'incapacité, soit un "maintien de salaire" en cas d'absence pour raison de santé (maladie ordinaire, longues maladies, reconnues en CLM ou CLD), au-delà des obligations statutaires de garanties de la rémunération par l'employeur ;
- l'invalidité permanente à la suite d'une maladie ou d'un accident d'origine non professionnelle ;
- des garanties complémentaires aux 2 garanties précédentes (décès, rente d'éducation ou perte de retraite) à la seule initiative de l'agent.

Des solutions de base et alternative auxquelles les opérateurs économiques devront répondre dans le cadre de la consultation et qui devront faire l'objet d'un choix par l'autorité d'emploi souscriptrice sont présentés dans une annexe au rapport.

**Après en avoir délibéré**, le Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'approuver la mise en œuvre du volet prévoyance de la prestation sociale complémentaire dans les conditions précitées.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration

Stéphane VILLAIN



**Certifié, publié et exécutoire**

le 12 NOV. 2024

C12112024 DEL 96

Pour le Président du conseil d'administration  
et par délégation  
le Directeur départemental

Contrôleur Général Didier Marcaillou